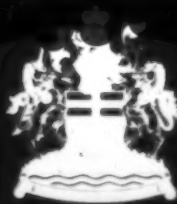


Commission des finances  
des écoles publiques

**Rapport annuel**  
**Pour l'exercice se terminant le 30 juin 2008**





BUREAU DU MINISTRE  
ÉDUCATION, CITOYENNETÉ ET JEUNESSE

Bureau 168  
Palais législatif  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8  
CANADA

Son Honneur l'honorable John Harvard C.P., O.M.  
Lieutenant-gouverneur du Manitoba

Votre Honneur,

Je présente à Votre Honneur le rapport annuel de la Commission  
des finances des écoles publiques pour l'exercice terminé le 30 juin 2008.

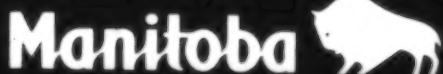
Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'assurance de mon profond  
respect.

Le ministre,

Peter Bjornson







Sous-ministre de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse  
Bureau 156  
Palais législatif  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8  
CANADA

L'honorable Peter Bjornson, ministre  
Éducation, Citoyenneté et Jeunesse Manitoba  
Palais législatif, bureau 168  
450, Broadway  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Monsieur,

Conformément à l'article 13 de la *Loi sur la Commission des finances des écoles publiques*, j'ai le plaisir de vous soumettre, au nom de la Commission des finances des écoles publiques, le présent document.

Le présent rapport de la Commission couvre la période de douze mois terminée le 30 juin 2008.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président de la Commission  
des finances des écoles publiques.

Gerald Farthing





## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'Assemblée législative du Manitoba  
Au conseil d'administration

Nous avons vérifié le bilan de la Commission des finances des écoles publiques, au 30 juin 2008, et l'état des revenus et des dépenses et du Fonds d'aide à l'éducation pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 30 juin 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Bureau du vérificateur général*

Bureau du vérificateur général

Winnipeg (Manitoba)  
le 19 novembre 2008



## COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

### RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de la Commission des finances des écoles publiques assume la responsabilité des états financiers ci-joints, lesquels ont été préparés en conformité des conventions comptables énoncés dans les états financiers. Ces conventions ont été appliqués selon des méthodes semblables à celles de l'exercice précédent. De l'avis de la direction, les états financiers ont été réalisés en bonne et due forme, en tenant raisonnablement compte de l'importance relative, des faits connus et avérés et reflétant le jugement de la direction relativement à toutes les estimations nécessaires et toutes les autres données disponibles au 19 novembre 2008. Les données financières présentées ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à celles des états financiers.

La direction a mis en place des contrôles comptables internes qui fournissent un degré raisonnable de fiabilité et d'exactitude aux données financières. Ces contrôles permettent également de protéger l'actif de la Commission.

La responsabilité de la vérificatrice générale et de son personnel consiste à exprimer une opinion indépendante et professionnelle sur la conformité des états financiers aux principes comptables indiqués. Le rapport de la vérificatrice décrit la portée de la vérification et présente l'opinion des vérificateurs.

La Commission a, après avoir examiné les états financiers et le rapport annuel, approuvé leur contenu et autorisé leur publication.

Au nom de la direction,



Steve Power, CMA



# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## Bilan

au 30 juin 2008

2008

2007

(en milliers de dollars)

## ACTIF

Encaisse	1 369 \$	1 314 \$
Sommes en dépôt à la Province du Manitoba	45	17
Comptes débiteurs :		
Province du Manitoba	-	7 536
Municipalités - taxe d'aide à l'éducation	75 359	74 034
Autres	294	356
	<u>77 067 \$</u>	<u>83 257 \$</u>

## PASSIF ET FONDS D'AIDE À L'ÉDUCATION

Aide à l'éducation payable aux divisions scolaires	4 467 \$	3 296 \$
Intérêts courus	734	1 129
Avance de fonds de la Province du Manitoba	411	-
Effets à payer - Province du Manitoba (note 7)	70 575	75 206
Autres comptes créditeurs	169	135
	<u>76 356</u>	<u>79 766</u>
Fonds d'aide à l'éducation	711	3 491
	<u>77 067 \$</u>	<u>83 257 \$</u>

## COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

### État des revenus et des dépenses et du Fonds d'aide à l'éducation pour l'exercice terminé le 30 juin 2008

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
<b>Revenus :</b>		
Programme de financement des écoles de la Province du Manitoba	772 259 \$	771 611 \$
Municipalités, taxe d'aide à l'éducation	124 715	122 867
Recettes diverses	14	-
	<u>896 988</u>	<u>894 478</u>
<b>Dépenses :</b>		
Programme d'aide de fonctionnement (note 8)	846 235	820 933
Programme d'aide financière en matière d'immobilisations (note 9)	50 484	73 421
Dépenses administratives et autres (note 10)	3 049	3 498
	<u>899 768</u>	<u>897 852</u>
<b>Excédent (déficit) :</b>	(2 780)	(3 374)
Fonds d'aide à l'éducation		
Solde en début d'exercice	3 491	6 865
Solde en fin d'exercice	<u>711 \$</u>	<u>3 491 \$</u>

# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## État des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 30 juin 2008

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement :		
Excédent (déficit) de l'exercice	(2 780) \$	(3 374) \$
Variations du fonds de roulement :		
Comptes débiteurs - Province du Manitoba	7 536	4 634
Comptes débiteurs - Municipalités, taxe d'aide à l'éducation	(1 325)	( 777)
Autres comptes débiteurs	62	276
Aide à l'éducation payable aux divisions scolaires	1 171	( 252)
Intérêts courus	( 395)	157
Autres comptes créditeurs	34	( 63)
	<u>4 303</u>	<u>601</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de financement :		
Avance de fonds de la Province du Manitoba	411	-
Effets à payer - Province du Manitoba	(4 631)	(1 013)
	<u>(4 220)</u>	<u>(1 013)</u>
Augmentation (diminution) nette à l'encaisse	83	( 412)
Encaisse - Début de l'exercice	1 331	1 743
Encaisse - Fin de l'exercice	<u><u>1 414</u> \$</u>	<u><u>1 331</u> \$</u>
Comprend les postes budgétaires suivants :		
Encaisse	1 369 \$	1 314 \$
Sommes en dépôt à la Province du Manitoba	45	17
	<u><u>1 414</u> \$</u>	<u><u>1 331</u> \$</u>

# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## Notes afférentes aux états financiers

au 30 juin 2008

### 1. Nature des activités de la Commission

La Commission des finances des écoles publiques a été créée en avril 1967 en vertu de la *Loi sur la Commission des finances des écoles publiques*.

La Commission est responsable de toutes les sommes versées au Fonds d'aide à l'éducation et destinées à financer l'éducation publique au Manitoba. Dans le cadre du Programme d'aide financière en matière d'immobilisations dont elle est chargée, elle procède au calcul et au déboursement des subventions destinées aux dépenses en immobilisations accordées aux divisions scolaires du Manitoba. En vertu du Programme d'aide de fonctionnement, elle verse également aux divisions scolaires manitobaines des sommes déterminées par le ministre de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse.

Le Fonds d'aide à l'éducation est régi par la *Loi sur les écoles publiques* et ses règlements d'application.

### 2. Principales conventions comptables

- (a) Les états financiers de la Commission ont été préparés en conformité des principes comptables généralement reconnus du Canada.
- (b) La taxe d'aide à l'éducation est calculée et imputée chaque année civile aux municipalités. La Commission a affecté 40 % de la taxe perçue en 2007 à la période de juillet à décembre et 60 % de la taxe perçue en 2008 à la période de janvier à juin.
- (c) Pour que la préparation des états financiers soit conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les responsables doivent faire des estimations et des prévisions qui influent sur les montants de l'actif et du passif déclarés et sur la divulgation des éléments d'actif et du passif éventuels à la date où les états financiers sont publiés. Les estimations et les prévisions ont également une influence sur les montants des recettes et des dépenses déclarés au cours de la période de déclaration. Les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs.
- (d) Les instruments financiers de la Commission comprennent l'encaisse, les sommes en dépôt à la Province du Manitoba, les comptes débiteurs, l'aide à l'éducation payable aux divisions scolaires, les intérêts courus, l'avance de fonds de la Province du Manitoba, les effets à payer-Province du Manitoba et d'autres comptes créditeurs.

La Commission classe ses instruments financiers comme suit :

L'encaisse et les sommes en dépôt à la Province du Manitoba sont classées comme placement détenus à des fins de transactions et sont reportées au bilan à la juste valeur avec les gains et les pertes comptabilisés dans les résultats nets.

# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## Notes afférentes aux états financiers

au 30 juin 2008

### Principales conventions comptables (continué)

Les comptes débiteurs sont classés comme prêts et créances. Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur coût amorti d'après la méthode de détermination de l'intérêt réel.

Aide à l'éducation payable aux divisions scolaires, intérêts courus, avance de fonds de la Province du Manitoba, effets à payer-Province du Manitoba et autres comptes créditeurs sont classés comme autres passifs financiers. Ces passifs financiers sont comptabilisés à leur coût amorti d'après la méthode de détermination de l'intérêt réel.

À moins d'indication contraire, la direction est d'avis que la Commission ne court pas de risques importants en termes d'intérêts, de cours de change et de crédit découlant de ces instruments financiers.

Les justes valeurs des comptes débiteurs, aide à l'éducation payable aux divisions scolaires, intérêts courus, avance de fonds de la Province du Manitoba, effets à payer-Province du Manitoba et autres comptes créditeurs se rapprochent de leurs valeurs comptables en raison de leurs échéances à court terme.

### 3. Futurs changements des conventions comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié deux nouvelles normes comptables intitulées Chapitre 3862 Instruments financiers - informations à fournir et Chapitre 3863 Instruments financiers - présentation qui amélioreront la capacité des utilisateurs des états financiers à évaluer l'importance des instruments financiers d'une entité, les risques y découlant et la façon dont l'entité gère ces risques. Ces changements des conventions comptables, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2008, exigeront des renseignements supplémentaires dans les états financiers.

L'ICCA a aussi publié une nouvelle norme intitulée Chapitre 1535 Informations à fournir concernant le capital qui exige la fourniture d'informations qualitatives et quantitatives qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les conventions et les procédures de gestion du capital. Ces changements des conventions comptables, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2008, exigeront des renseignements supplémentaires dans les états financiers.

### 4. Nouvelles conventions comptables

En date du 1er juillet 2007, la Commission a adopté les nouvelles normes suivantes publiées par l'ICCA.

#### Changements comptables

Le *Chapitre 1506 stipule* que des changements volontaires des méthodes comptables ne peuvent être apportés que s'ils donnent lieu à des états financiers qui fournissent des renseignements fiables et plus pertinentes. Des renseignements supplémentaires doivent être fournis lorsque l'entité n'a pas encore appliqué une nouvelle source première de principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada qui a été publiée mais qui n'est pas encore en vigueur, ainsi que lorsqu'il y a des changements d'estimations comptables et des corrections des erreurs. L'adoption de ces normes révisées n'a pas eu d'effet important sur les états financiers de la Commission en ce qui concerne l'exercice terminée le 30 juin 2008.

# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## Notes afférentes aux états financiers

au 30 juin 2008

### Nouvelles conventions comptables (continué)

#### Instruments financiers - comptabilisation et évaluation

Le Chapitre 3855 établit des critères pour la comptabilisation et la présentation des instruments financiers dans le bilan aussi que pour l'évaluation des instruments financiers selon des classements prescrites. Selon les normes de ce chapitre, les actifs et passifs financiers sont évalués initialement à leur juste valeur. Ce chapitre traite également de la façon d'évaluer les instruments financiers après leur constatation initiale ainsi que de la façon de comptabiliser les gains et les pertes.

La Commission doit désigner ses instruments financiers dans une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et autres passifs financiers. Tous les instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente sont ensuite évalués à leur juste valeur et tout changement de leur juste valeur est porté aux résultats nets et aux soldes de fonds, respectivement. Tous les autres instruments financiers sont évalués par après à leur coût amorti.

L'adoption de ces normes révisées n'a pas eu d'effet important sur les états financiers de la Commission en ce qui concerne l'exercice terminé le 30 juin 2008.

### 5. Opérations entre entités apparentées

La Commission est liée par propriété commune à tous les ministères, les organismes et les sociétés d'État créés par la Province du Manitoba. Elle traite avec ces entités dans le cadre normal de ses activités. Ces opérations sont comptabilisées à la valeur d'échange.

### 6. Coûts des pensions et obligations

Les employés de la Commission peuvent être membres du Régime de retraite de la fonction publique géré par la Province. Le passif découlant du régime de retraite des employés de la Commission est compris dans celui de la Caisse de retraite de la fonction publique de la Province du Manitoba. Par conséquent, aucune mention n'est faite dans les états financiers de la participation de la Commission et de ses employés à ce régime de retraite.

### 7. Effets à payer

Effets à payer - Province du Manitoba sont dus sur demande. L'intérêt payable sur les notes est le taux prime de la Banque Royale moins 75 points de base.

# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## Notes afférentes aux états financiers au 30 juin 2008

### 8. Programme d'aide de fonctionnement

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Aide pédagogique	317 021 \$	317 372 \$
Aide pour faible densité	11 439	11 491
Matériel scolaire	10 079	9 362
Technologies de l'information	6 719	6 809
Services de bibliothèque	15 454	15 660
Subvention de services aux élèves	61 395	61 467
Consultation et orientation	13 774	12 434
Perfectionnement professionnel	8 131	6 779
Aide pour l'occupation	83 934	82 673
Transport	41 557	40 550
Élèves en pension	649	799
Services à l'enfance en difficulté	90 487	84 073
Aide à l'enseignement du programme d'études techniques du secondaire	8 608	8 252
Aide au programme d'anglais langue additionnelle	7 455	6 071
Aide à la réussite académique des élèves autochtones	6 993	6 898
Aide à l'enseignement des langues ancestrales	226	226
Programmes d'études françaises et enseignement en français	6 002	5 900
Aide aux petites écoles	1 835	1 822
Aide liée aux changements dans le nombre d'inscriptions	9 374	5 259
Indemnité pour le Nord	4 674	4 833
Initiative pour le développement du jeune enfant	1 595	1 443
Intervention précoce en alphabétisation	6 174	6 196
Notions de calcul des années primaires	828	847
Apprentissage par l'expérience	544	552
Aide de péréquation	128 039	119 333
Rajustement de l'aide aux divisions scolaires en fonction des dépenses réelles des années antérieures	( 122)	164
Garantie à l'intention des divisions scolaires issues des fusions	665	964
Divers (pipeline)	( 88)	( 88)
Remplacement de l'équipement pour l'enseignement professionnel	2 200	2 200
Amélioration de l'équipement pour l'enseignement professionnel	594	592
	<b>846 235 \$</b>	<b>820 933 \$</b>

# COMMISSION DES FINANCES DES ÉCOLES PUBLIQUES

## Notes afférentes aux états financiers

au 30 juin 2008

### 9. Programme d'aide financière en matière d'immobilisations

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
<b>Subventions en capital :</b>		
Projet majeur de construction d'école	44 263 \$	67 268 \$
Projets de dépenses en immobilisations mineurs	221	238
Appui au développement de bâtiments d'école	6 000	5 565
Programme d'aide pour la protection de l'environnement	-	344
Programme de la qualité de l'air et de l'eau	-	6
<b>Dépenses totales du programme d'aide financière en matière d'immobilisation</b>	<b>50 484 \$</b>	<b>73 421 \$</b>

### 10. Dépenses administratives et autres

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
<b>Administration de la Commission :</b>		
Salaires du personnel	850 \$	876 \$
Convention de services	169	169
Services professionnels	78	134
Réunions et déplacements	22	20
Gestion des services de bureautique	42	35
Loyer	42	40
Imprimerie, papeterie, frais postaux et fournitures de bureau	23	22
Téléphone et télécopieur	11	11
Perfectionnement professionnel	14	17
Ordinateurs, logiciels et accessoires	16	42
<b>Dépenses administratives totales de la Commission</b>	<b>1 267</b>	<b>1 366</b>
<b>Intérêt sur les effets payables à la Province du Manitoba</b>	<b>1 782</b>	<b>2 132</b>
	<b>3 049 \$</b>	<b>3 498 \$</b>

